

EUROPE

2 500

C'est le nombre de sites web racistes que l'agence européenne de lutte contre la xénophobie, dirigée par Beate Winkler, recense aujourd'hui.

Cette Allemande de 51 ans tente de mieux coordonner les stratégies des Quinze Etats membres (page IV)

FOCUS

Qui est James Tobin, l'inventeur de la taxe qui sera à l'ordre du jour le 21 septembre lors de la réunion des ministres des finances des Quinze en Belgique ?

Prix Nobel en 1981, ce fils d'un journaliste et d'une assistante sociale est un social-démocrate dont les écrits sont d'une fidélité sans faille à Keynes (page VI)

## EMPLOI

- L'élargissement va-t-il redessiner le marché du travail européen ? (page VIII)
- Grenoble joue la carte de la médiation pour régler les conflits individuels du travail (page IX) (photo)



INGÉNIEURS : Il y a une vie en dehors d'Internet (pages XXV à XXVIII)

OFFRES D'EMPLOI

- Gestion administration p. XI et XIV
- Conseil p. XV à XVIII
- Banques assurances p. XX
- Carrières internationales p. XXI
- Marketing p. XXII
- Collectivités territoriales p. XXII et XXIII
- Et en second cahier :
- Spécial ingénieurs p. XXIX à LXIV

Face aux idées libérales de plus en plus critiquées, experts dissidents et réseaux alternatifs reprennent la parole

# Qui sont les économistes de la contestation ?

**Un mouvement qui s'amplifie**

**1994** Crise mexicaine

**1995** Mouvement social en décembre

**1996** Appel des économistes pour sortir de la pensée unique

**1997** Crise asiatique

**1998** Création d'ATTAC

**1999** Décembre Echec de la conférence de l'OMC à Seattle

**2001** Janvier 1<sup>er</sup> Forum social mondial de Porto Alegre

**2001** Juillet Sommet du G8 à Gênes

**2001** Septembre Lionel Jospin propose que la taxe Tobin fasse l'objet d'un débat européen

Illustration: A group of people protesting with flags that say "NON aux plans sociaux", "NON AUX OGM", and "STOP". In the foreground, three people are sitting at a table with microphones, looking at books titled "DES MARCHÉS ET DES HOMMES", "L'ÉCONOMIE AUTREMENT", and "FORUM SOCIAL".

Infographie : Le Monde

**P**as sérieux ! Dans les ministères, dans le monde académique où domine la pensée néoclassique, sans parler des marchés financiers, la sentence claque souvent sans souffrir de débats. Les économistes contestataires qui militent depuis l'hiver 1995 en France avec les mouvements sociaux contre les excès de la spéculation financière et de la dérégulation à l'échelle planétaire sont accusés d'être de dangereux utopistes et de n'avoir rien compris aux nouvelles lois de l'économie. Pire encore, ces agitateurs n'apportent aucune solution aux maux qu'ils dénoncent. « L'utopie marxiste dessinait au moins un contre-modèle dont seule l'expérience pouvait démontrer les illusions. Nos contestataires n'offrent, eux, aucune contre-théorie : ils se contentent de dire non au système, tout en encaissant ses bienfaits », pourfend, à la « une » du Monde le 17 août, Alain Minc, un de leurs principaux détracteurs. De son côté, l'historien Emmanuel Todd, tout en se réjouissant du retour d'une effervescence qui bouscule les certitudes, s'interroge aussi sur ses débouchés. « L'histoire du XX<sup>e</sup> siècle a montré que seul le système capitaliste fonctionne. Si cela pouvait être un des acquis de la contestation future, ce ne serait déjà pas si mal », ajoute-t-il.

A l'évidence, le verdict de l'opinion publique semble plus balancé. Le succès de la collection de poche d'Attac (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide au citoyen), créée pour vulgariser les idées de ces économistes, atteste de l'engouement d'un public avide de contre-information. Les ventes ont atteint entre 20 000 et 50 000 exemplaires selon les titres. Parmi d'autres publications, le mensuel *Alternatives économiques*, créé par Denis Clerc, défriche avec succès le champ de la pensée critique dans les universités.

Les hommes politiques eux-mêmes commencent à infléchir leurs discours. Le premier ministre Lionel Jospin et le chancelier Gerhard Schröder ne sont plus fermés à l'idée d'introduire une taxe sur les mouvements de capitaux. La fameuse taxe Tobin sera à l'ordre du jour de la réunion des grands argentiers européens lors du sommet Ecofin du 21 septembre à Liège. Opportunisme de bon aloi à quelques mois d'échéances électorales importantes ou sincère évolution des idées ? Reste que le champ des débats s'est rouvert sous la pression de ces économistes dissidents, au-delà d'un horizon borné par des projets portés par le néolibéralisme de la droite ou le social-libéralisme de la gauche.

De plus en plus de travaux d'économistes hétérodoxes sont discutés et replacés sur le devant de la scène. Pour peser face au « camp adverse » dont l'hégémonie intellectuelle est loin d'être entamée dans les administrations et les cercles de décision, des réseaux se sont reconstitués ou créés. La Fondation Copernic est devenue un lieu de contre-expertise de la politique économique et sociale française qui rassemble des économistes, des syndicalistes et des hauts fonctionnaires. Sur la question des retraites et sur celle du plein-emploi, leurs rapports ont pris de front les propositions défendues dans le premier cas par le commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, et dans le second par le président-délégué du Conseil d'analyse économique, Jean Pisani-Ferry.

Le conseil scientifique d'Attac est un autre lieu où s'élaborent analyses et prises de position communes. Les contacts se nouent aussi à l'étranger. Son nouveau président,

Dominique Plihon, fait partie d'un groupe d'une trentaine d'économistes européens qui réfléchissent à des solutions alternatives pour l'Europe. Ils ont décidé de publier chaque année un livre de propositions qu'ils soumettront aux responsables de l'Union.

Le questionnement n'est passeulement le fait de frondeurs européens. A l'intérieur même des bastions anglo-saxons de la pensée économique libérale, certaines voix discordantes se font entendre. Et non des moindres. C'est le cas de l'économiste américain Paul Krugman qui, dans un récent article confié au *Herald Tribune*, montait au créneau sur le thème : « Ils ne peuvent pas tout financiariser ». La victoire n'a pas changé de camp. Mais le doute s'est glissé dans ce qui est apparu trop longtemps comme des certitudes, voire des dogmes.

Alain Beuve-Méry et Laurence Caramel

**[MBA ESCP-EAP]**

L'ACCÉLÉRATEUR de carrière

L'Executive MBA ESCP-EAP à Paris EST UN PROGRAMME DE MANAGEMENT

conçu pour des cadres à fort potentiel très impliqués dans leur entreprise et promis à une évolution de carrière rapide. Sa pédagogie interactive et novatrice combine cours, ateliers et séminaires en Europe, Asie et Amérique latine. Ce programme **MBA** bilingue anglais / français permet le maintien d'une activité à temps plein pour obtenir en 18 mois un diplôme référencé dans le monde entier.

Rejoignez le réseau des 19 000 anciens ESCP et EAP actifs répartis dans 65 pays.

**ESCP-EAP**  
79 avenue de la République - 75011 Paris  
Cécile Miranda - Tél. : 01 49 23 22 70  
E-mail : emba@escp-eap.net

Réunions d'information  
• 20/09 - 8h15  
• 04/10 - 18h15  
• 17/10 - 18h15

**ESCP-EAP**  
OXFORD PARIS MADRID BERLIN  
European School of Management

www.escp-eap.net

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Learn everywhere. Manage anywhere.™



Emmanuel Todd, historien, anthropologue

# « La société est plus un bateau ivre qu'un monde où il y aurait une caste maléfique avec un projet précis »

« Comment interprétez-vous la montée de la contestation contre les excès de la mondialisation ? Est-ce un simple feu de paille ou un processus qui s'inscrit dans une continuité historique ?

— Ce qui se passe est tout à fait logique. Ce sont des tendances de fond. On a vu se redévelopper un capitalisme libéral assez féroce, entraînant des bouleversements en profondeur dans toutes les sociétés, une montée des inégalités, des répartitions différentes des revenus et des nouveaux phénomènes d'oppressions et de violences économiques. Ces phénomènes se sont produits dans tous les pays. Ils ont d'abord touché le monde anglo-saxon, puis ont atteint le continent européen. Les pays qui résistent le mieux sont l'Allemagne et le Japon, mais ils sont soumis aux mêmes pressions.

« Il est donc normal de voir se développer, à l'échelle planétaire, des mouvements de contestation. Ce qui me frappe, en revanche, c'est la rapidité avec laquelle ils ont surgi. En effet, si on repense au développement de la première forme du capitalisme et à la révolution industrielle anglaise intervenue dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, on constate que les premiers mouvements socialistes émergent seulement à la fin de la première moitié du XIX<sup>e</sup> et que l'arrivée à maturité de la pensée des courants socialistes se situe uniquement à la veille de la première guerre mondiale. Aujourd'hui, le temps de réaction est beaucoup plus rapide, même si en termes d'élaboration idéologique et intellectuelle, on est encore à un point bas.

— Est-ce la démonstration de la fragilité de ces mouvements ?

— Non. Ce n'est pas, non plus, le signe d'une insuffisance de pensée des acteurs. Mais il n'existe pas de bible sur laquelle un mouvement de ce type pourrait s'appuyer. D'autres vieilles régularités réapparaissent. On retrouve des lois historiques dans les mouvements actuels. A la phase de dépression du capitalisme, intervenue au

début des années 1990, a succédé une phase de redémarrage et d'amélioration de la situation dont nous sortons actuellement. Or l'histoire enseigne que ce n'est pas dans les phases de dépression du capitalisme mondial que la contestation s'enflamme mais plutôt quand les choses s'améliorent. J'espère que la contestation résistera bien à la dépression qui s'annonce.

« L'étude de la première forme du capitalisme permet de rappeler que ce n'est pas le prolétariat anglais le plus martyrisé qui a été le moteur de la révolte. Les mouvements socialistes ont toujours été au départ portés par une fraction des classes moyennes. On retrouve cette problématique aujourd'hui. Les gens les plus opprimés ne sont pas ceux qui se soulèvent. Les tenants de la contestation ne sont pas, en priorité, les salariés touchés par la fermeture de leurs usines. En tant que chercheur, la question qui m'intéresse n'est pas tant la manière dont le nouveau système planétaire opprime la classe ouvrière, car elle n'a jamais été en mesure de se soulever par elle seule, mais comment il fragmente et désunit les classes moyennes, comment il induit des mécanismes de dissociation entre une élite de super-privilegiés et ces classes moyennes.

« Pour l'instant, les contestataires sont peu structurés idéologiquement, mais leurs opposants, ceux qu'on peut appeler les puissants, souffrent du même mal. La société mondiale est beaucoup plus un bateau ivre qu'un monde où il y aurait une caste maléfique ayant un projet précis. Nous baignons dans un univers où l'incohérence idéologique est un peu partout. Ce qu'on appelle aujourd'hui l'idéologie mondialiste est, beaucoup plus qu'à l'époque du premier capitalisme mondial, un abandon général et une simple politique du laisser-faire, au sens strict, bien plus qu'un projet positif.

— Est-ce l'annonce d'une nouvelle grande fracture idéologique ?

— Aujourd'hui, je ne ressens rien de tel. Il y a une grande différence entre le capitalisme mondialisé

actuel et celui de la veille de la première guerre mondiale. Il y avait alors simultanément le déchaînement de forces économiques à l'échelle mondiale et la montée de nouvelles croyances collectives nationalistes et socialistes, en partie liées. A cette époque, le capitalisme, force brute, universelle, était fragmenté par les nations, en phase ascendante. C'est une grosse différence avec aujourd'hui où le capitalisme règne dans le vide des croyances collectives.

« Dans ce contexte, Seattle, Göteborg, Gènes, si on met la violence de côté, constituent une divine surprise. Cela veut dire que la contestation renaît, que l'on n'est pas dans des sociétés inégalitaires, homéostatiques. Mais il y a des risques inhérents qui n'existaient pas avant. Ce qui, en un sens, a permis autrefois un développement harmonieux de la contestation, c'était la division des nations et des gouvernements. Maintenant, l'unité des puissants est faite d'avance. Il n'y a pas de division des nations au sein du G7. Le cauchemar néo-marxiste de bourgeois dont l'unité



Emmanuel Todd

● Emmanuel Todd travaille sur l'origine des systèmes familiaux à l'échelle planétaire et sur le lien entre pluralité des structures familiales traditionnelles et diversité des sociétés modernes.  
● Il a publié plusieurs ouvrages, parmi lesquels *L'illusion économique* (Folio Gallimard, 1999)

est faite à l'échelle planétaire n'est pas loin !

« Si le mouvement de contestation en reste là, cela donnerait un merveilleux prétexte aux appareils politiques en place pour s'organiser quasi militairement afin de contrôler les masses urbaines instables. Si la contestation dépend pour son organisation de manifestations violentes, cela veut aussi dire que l'on est dans un état d'extrême faiblesse idéologique et organisationnelle, ce qui inviterait au pessimisme sur l'interprétation du mouvement. Ce qui s'est passé reste encore dans la catégorie de l'éruption de contestation. Au stade actuel, c'est une démonstration de force que l'on ne soupçonnait pas. En revanche, si elle reste en l'état, elle deviendra une manifestation de faiblesse.

— Le fait qu'actuellement la société soit fortement « technicisée » et l'économie financiarisée joue-t-il un rôle ?

— Le sentiment qu'il existe des processus sociaux et technologiques qui nous dépassent et l'idée d'une société qui représente une force écrasante pour l'individu sont des perceptions assez anciennes. On les retrouve à la fois chez Marx et chez Durkheim. Une chose est sûre pourtant : l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle a montré que seul le système capitaliste fonctionne ; si on pouvait garder cet élément comme acquis pour la contestation future, ce ne serait pas si mal. Le génie de bons économistes comme Keynes, c'est d'avoir compris qu'avec ce qu'il y a de plus mauvais en l'homme — la recherche du profit —, on pouvait produire, dans certains contextes, des améliorations pour tout le monde.

« Si les contestataires veulent faire évoluer l'économie, il va falloir qu'ils définissent un programme réaliste et qu'ils pénètrent le jeu des partis, des nations et de leurs Etats, les seules organisations qu'ils puissent réguler. »

Propos recueillis par Alain Beuve-Méry et Serge Marti



Pierre Concialdi

C'est à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) que Pierre Concialdi, 45 ans, est chercheur depuis avril 1995. Auparavant, il avait exercé les mêmes fonctions au Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), de 1981 jusqu'à sa suppression en 1994, où il avait comme champ de compétences la question des salaires, des coûts de main-d'œuvre et de la protection sociale. Pierre Concialdi a un parcours atypique : diplômé d'HEC, il est d'abord entré à La Poste, où il a rejoint la cellule d'études et de planification, juste après sa sortie d'école. Il se définit volontiers lui-même comme « un économiste empirique qui aime partir des faits et du vécu des gens ».

Membre du Réseau d'alerte sur les inégalités (RAI), où son expertise sur les travailleurs pauvres a été utile, il travaille aussi pour la Fondation Copernic et au sein de l'association Cerc-Association. A. B.-M.



Frédéric Lordon

Chargé de recherches au CNRS, chercheur au Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification (Cepremap) et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Frédéric Lordon, 39 ans, est un économiste proche des réseaux bourdieusiens. A l'instar de Laurent Cordonnier, maître de conférences à Lille-1, il a d'ailleurs publié son dernier ouvrage aux éditions Liber/Raisons d'agir, la collection de poche créée dans le sillage du sociologue. Avec un titre un brin provocateur, *Fonds de pension, piège à cons ?*, il met en garde contre « le mirage de l'actionnariat salarié ». Il s'intéresse à la sociométrie, ou science des représentations mentales de la politique économique. En octobre 2000, il faisait partie, aux côtés de Michel Aglietta et de Bernard Maris, notamment, des signataires de l'appel intitulé : « L'enseignement de la science économique en débat. Enfin ! » A. B.-M.



Gustave Massiah

Depuis trente ans son parcours se confond avec ses engagements. D'abord en faveur de la solidarité avec le tiers-monde au lendemain des décolonisations, puis aux côtés des mouvements sociaux en France. Ce professeur d'économie à l'école d'architecture de Paris-La Villette, formé à l'École des mines et à l'Ensa, a créé, en 1983, l'Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (Aitec). Cette association regroupe plus de 450 membres et est devenue un des principaux « bureaux d'études » du mouvement social en apportant contre-expertises et conseils dans les milieux syndicaux et associatifs sur des dossiers comme le service public, les questions urbaines... ou encore le rôle des institutions internationales. Un sujet auquel Gustave Massiah, 60 ans, avait, en 1985, consacré le premier numéro de la revue de l'Aitec, avec un article intitulé : « Le FMI ou comment s'en débarrasser ». L.C



Christian Chavagneux

Trente-huit ans, il a plutôt le profil du fort en thème que du militant. Docteur en économie, diplômé de la London School of Economics, il a été tour à tour chargé de mission à l'Agence française de développement au Ghana, expert financier à la Société générale et professeur à Sciences-Po avant de devenir en 1998 journaliste au mensuel *Alternatives économiques* et dans la revue du même groupe, *L'Economie politique*. Un parcours qu'il explique par son envie de contribuer à l'animation du débat démocratique en désacralisant l'économie contre ceux qui voudraient en faire une science à part. Il est favorable à l'économie de marché parce qu'« il n'existe pas de meilleur système pour produire de la richesse » à condition de trouver de meilleurs modes de redistribution et de régulation. Sa connaissance des institutions financières internationales lui vaut d'être consulté par le Conseil d'analyse économique rattaché à Matignon. L.C

## Le travail de fourmi de deux militantes

Militante de la première heure, Agnès Bertrand, cofondatrice de l'Observatoire de la mondialisation avec Susan George et secrétaire générale de l'Institut pour la relocalisation de l'économie, a atteint une expertise sur les questions relatives à la libéralisation du commerce mondial que pourraient lui envier nombre d'économistes. Elle traque dans les discours, les accords et les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) les desseins des partisans du libre-échange.

Philosophe de formation, membre d'Ecoropa, un réseau européen d'intellectuels qui réfléchissent sur l'écologie, elle a aiguisé sa faculté de décrypter les engagements internationaux à l'occasion de la campagne contre l'accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Discuté très discrètement sous l'égide de l'OCDE à partir de 1995, ce projet, qui posait le principe d'une non-discrimination entre investisseurs étrangers et nationaux, avait finalement été aban-

Agnès Bertrand et Laurence Kalafatides épluchent les textes de l'OMC. Elles ont donné l'alerte sur une dérégulation possible des services publics

donné sous la pression des associations, des syndicats européens et américains.

Tour à tour traductrice, puis professeuse d'anglais, cette femme de 53 ans s'appuie sur un réseau international. Elle réunit à l'occasion dans sa maison du Gard les membres de l'International Forum on Globalisation (IFG), comme l'Indienne Vandana Shiva, l'Américaine Lori Wallach ou encore la Canadienne Maude Barlow.

A peine le dossier de l'AMI était-il classé sans suite qu'Agnès Bertrand posait dès la fin de 1998 les accords de l'Uruguay Round sur sa table. Objectif : repérer dans ces quelque 500 pages les projets de « déréglementation » à venir. Pour s'attaquer à ce gros morceau, elle a travaillé avec Laurence Kalafatides, elle aussi membre de l'Observatoire de la mondialisation. Rien ne prédestinait non plus cette femme de 42 ans, ébéniste, à ingurgiter un tel pavé. Sinon ses convictions. « Il n'y a pas besoin d'être économiste pour plonger dans ces textes, il faut juste avoir le mors aux dents et vouloir comprendre », explique Laurence Kalafatides. Justement parce qu'elles n'avaient aucune formation spécifique, elles ont toutes deux décortiqué par le menu les accords de l'Uruguay, sans rien laisser au hasard. C'est ainsi qu'elles ont découvert l'Ac-

cord général sur le commerce des services (AGCS), devenu depuis leur bête noire.

Adopté en 1994 à l'occasion de la signature de l'acte final de l'Uruguay Round à Marrakech, cet accord prévoit de libéraliser plus avant tous les services dans le cadre de l'OMC. « Quand j'ai lu ce machin, je n'ai rien compris, poursuit Laurence. Ça paraissait relativement anodin, et je me suis dit : c'est là que ça se passe. » Des mois durant, dans la maison d'Agnès Bertrand, les deux femmes ont épluché des centaines de documents piochés sur le site Internet de l'OMC ou encore sur les sites Web des lobbies plaçant pour une plus grande libéralisation, comme celui de Global Alliance for Transnational Education.

### « ALERTE GÉNÉRALE »

C'est après la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle, fin 1999, que la campagne contre l'AGCS a vraiment commencé. Quelques lettres avaient bien été envoyées auparavant à des députés de l'Hexagone, mais sans grand succès. En avril 2000, la coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC (la CCC-OMC), qui regroupe des associations opposées à la mondialisation, a édité une brochure réalisée par les deux spécialistes. Intitulé *Alerte générale à la capture des services publics*, ce document de 23 pages décortique à l'intention des militants les risques que fait peser, de l'avis des auteurs, l'AGCS sur les services publics. Dans leurs recherches, les deux femmes se sont appuyées sur leurs amis canadiens du Council of Canadians, bien avancés sur le sujet.

Pour les opposants à la mondialisation, pas de doute : le secteur public sera concerné, tôt ou tard, par la libéralisation en cours, même si les experts de l'OMC affirment le

contraire. A l'automne 2000, la contestation s'est accélérée, relayée par le Forum international sur la globalisation. Un collectif d'intellectuels et de chefs de file antimondialisation, dont Pierre Bourdieu et Agnès Bertrand, envoient, le 20 septembre 2000, une lettre ouverte au directeur général de l'Unesco, Koïchiro Matsuura, sur les menaces que fait peser l'AGCS sur la diversité culturelle. La lettre, publiée dans *L'Humanité*, va donner lieu à un échange de points de vue dans le quotidien communiste. François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, réplique aux antimondialistes le 2 octobre (« AGCS : la peur aussi est dangereuse »). S'ensuit une réponse d'Agnès Bertrand et de Laurence Kalafatides, deux jours plus tard (« AGCS : l'ignorance est coupable »). Fin octobre, c'est au tour de David Hartridge, directeur de la division du commerce des services de l'OMC, de clore — provisoirement — le débat, sur le thème « AGCS : non, il n'y a pas de complot ! ».

Depuis, les deux militantes ne désarment pas. Elles ont envoyé, en mai, une Lettre ouverte à Dominique Voynet, alors ministre de l'environnement. Elles sont régulièrement invitées à des séminaires de formation et des conférences, où elles ne craignent pas de croiser le fer avec Pascal Lamy, commissaire européen au commerce. Mais le message reste difficile à faire passer auprès du grand public. « Si l'on rentre dans le détail, le sujet peut devenir quasi incompréhensible », se désole Laurence. D'autant que l'Observatoire s'est mis progressivement en sommeil depuis que Susan George s'est rapprochée de l'association Attac. Une voie que n'ont pas voulu suivre Laurence et Agnès, qui revendiquent leur liberté de parole.

Martine Laronche

### Bibliographie

- **La Croyance économique, les économistes entre science et politique**, par Frédéric Lebaron, Ed. Seuil, 2000, 260 p., 19,82 € (130 F).
- **L'illusion néo-libérale**, par René Passet, Ed. Fayard, 2000, 285 p., 19,82 € (130 F).
- **Une économie au service de l'homme**, ATTAC, Ed. Mille et une nuits, 2001, 283 p., 12 € (78,70 F).
- **La Planète uniforme**, par Serge Latouche, Ed. Climats, 2000, 200 p., 15,40 € (100 F).
- **Une raison d'espérer**, par Jacques Généreux, Ed. Plon, 2000, 193 p., 5 € (32,99 F).